



La paix dans une zone de guerre. Lire la crise ivoirienne sur le temps long et par le bas

Till Förster

DANS **POLITIQUE AFRICAINE** 2017/4 n° 148 , PAGES 109 À 129
ÉDITIONS **KARTHALA**

ISSN 0244-7827

ISBN 9782811119655

DOI 10.3917/polaf.148.0109

Date de mise en ligne : 30/03/2018

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-africaine-2017-4-page-109?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Karthala.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

LE DOSSIER

TILL FÖRSTER

LA PAIX DANS UNE ZONE DE GUERRE.
LIRE LA CRISE IVOIRIENNE
SUR LE TEMPS LONG ET PAR LE BAS

Au cours de la crise ivoirienne, des îlots de paix quotidienne sont apparus, ont perduré et même grandi dans des espaces ruraux et urbains, et ce, même si elles ne pouvaient rivaliser avec l'arsenal supérieur des militaires. La formation de ces enclaves, qui se sont parfois reproduites en espaces sociaux distincts dans la Côte d'Ivoire post-conflit, est analysée à partir d'une perspective émique. Elles soulèvent des questions empiriques essentielles. D'abord, pourquoi des acteurs violents plus puissants respectent-ils ces territoires et les personnes qui les peuplent? Ensuite, comment ces habitants parviennent-ils à faire perdurer des ordres sociaux non-violents? D'un point de vue théorique, l'articulation spatiale des différences entre la paix et de la violence remet en cause les théories politiques conventionnelles. D'abord, les modèles du choix rationnel selon lesquels des acteurs plus puissants devraient conquérir de telles enclaves de paix. Ensuite, ce phénomène pose la question des régimes politiques que certains souhaiteraient voir toujours fondés sur la dissidence et la résistance.

On interprète souvent la crise ivoirienne, longue et persistante, comme un durcissement des identités ethniques, sociales et politiques. Le blocage du débat politique, qui émerge progressivement à partir du début des années 1990, a atteint son apogée au tournant du XXI^e siècle, avec l'idéologie ethno-nationaliste de l'«ivoirité¹». Chacun à leur tour, les dirigeants en ont fait un instrument de pouvoir, d'abord le président Henri Konan Bedié, puis ses successeurs Robert Gueï et Laurent Gbagbo. D'une certaine façon, on pourrait dire que l'ivoirité a mené à l'insurrection militaire du mois de septembre 2002, qui a finalement scindé le pays en deux.

1. J.-P. Dozon, «La Côte d'Ivoire au péril de l'ivoirité : genèse d'un coup d'État», *Afrique contemporaine*, n° 193, 2000, p. 13-23; B. Losch, G.-A. Kieffer et J.-P. Dozon, *Côte d'Ivoire, la tentation ethnonationaliste*, Paris, Karthala, 2000; F. Akindès, «Côte d'Ivoire: Socio-Political Crises, "Ivoirité" and the Course of History», *African Sociological Review*, vol. 7, n° 2, 2003, p. 11-28; F. Gaulmedu, «L'ivoirité», recette de guerre civile», *Études*, n° 394, 2001, p. 292-304; C. K. Campbell, *The Discursive Construction of the Ivorian Nation in the Period of Ivoirité*, Thèse de doctorat, Pittsburgh, Université de Pittsburgh, 2010.

Ce tournant a entraîné une perte de légitimité des deux parties en conflit. Au Sud du pays, les « nordistes » – un terme qui est né avec la crise dans les années 1990 – ne sont plus reconnus comme de « vrais Ivoiriens ». Au Nord, l'État et son administration ont perdu une grande part de leur légitimité² et ne sont plus perçus comme un pouvoir offrant et garantissant un ordre social stable à l'ensemble des citoyens.

D'autres facteurs ont contribué à cette « configuration³ ». Les jeunes des deux bords ont vu la rébellion et la réaction gouvernementale comme une opportunité pour se faire entendre. Coupée du marché du travail officiel et poussée à subvenir à ses besoins au travers des nombreuses activités qu'un homme ou une femme peut créer sous la forme de l'auto-emploi, la jeunesse s'est sentie exclue d'un accès à la vie adulte. Au Nord, ils ont été nombreux à s'engager dans la rébellion, qui n'a eu aucun mal à recruter de nouveaux combattants pendant plusieurs mois après le coup d'État raté de septembre 2002. Au Sud, cette jeunesse s'est beaucoup investie au sein des Jeunes patriotes, des miliciens nationalistes du président Gbagbo, et de son « Ambassadeur de la paix » et futur ministre de la Jeunesse et des sports, Charles Blé Goudé⁴.

Après les toutes premières années d'enthousiasme en faveur de la rébellion, ceux qui s'y étaient engagés se sont rendus compte qu'elle apportait son lot d'épreuves. De nombreuses personnes « ordinaires » – celles qui s'en sortent avec des ressources limitées – ont peu à peu pris leurs distances par rapport au mouvement. Des quartiers urbains comme certaines petites villes ont commencé à mettre en place leurs propres systèmes de sécurité en organisant des groupes d'autodéfense pour surveiller leurs habitations. Lorsque la sécurité était assurée par des tiers – parfois sur la base d'anciens accords de gouvernance, parfois de concert avec les dirigeants rebelles –, cela libérait les militaires de ces formes de gouvernance civile et leur permettait de se

2. La légitimité de base comprend cinq dimensions, qui incluent le pouvoir d'ordonner la vie, organiser le monde social, et l'identification avec un régime politique. Voir T. von Trotha, « Die Zukunft liegt in Afrika: Vom Zerfall des Staates, von der Vorherrschaft der konzentrischen Ordnung und vom Aufstieg der Parastaatlichkeit », *Leviathan*, vol. 28, n° 2, 2000, p. 253-279 ; T. von Trotha, « Gewalt, Staat und Basislegitimität », in H. Willer, T. Förster et C. Ortner-Buchberger (dir.), *Macht der Identität, Identität der Macht*, Münster, Lit-Verlag, 1996, p. 1-16.

3. J'emprunte le terme à Norbert Elias, dont je partage le scepticisme par rapport à des constructions qui conçoivent les situations historiques comme des corrélations de groupes dans des structures stables. Voir, par exemple, N. Elias, « Figuration, sozialer Prozess und Zivilisation », in N. Elias, *Gesammelte Schriften*, vol. 16, *Aufsätze III*, Francfort, Suhrkamp, 2006, p. 100-117.

4. R. Banégas, « Côte d'Ivoire : les jeunes "se lèvent en hommes". Anticolonialisme et ultranationalisme chez les Jeunes patriotes d'Abidjan », *Études du Ceri*, n° 137, 2007, p. 1-52 ; K. Arnaut, « Mouvement patriotique et construction de "l'autochtone" en Côte d'Ivoire », *Africa Development/ Afrique et développement*, vol. 33, n° 3, 2008, p. 1-20 ; Y. Konate, « Les enfants de la balle. De la Fesci aux mouvements de patriotes », *Politique africaine*, n° 89, 2003, p. 49-70.

concentrer sur la sécurisation de positions stratégiques à d'autres endroits. Il semblait raisonnable de laisser certains lieux et certains espaces se gérer eux-mêmes, mais cela remettait également en question les revendications des rebelles quant au fait de gouverner et d'exercer une domination effective sur les territoires qu'ils contrôlaient.

Plus surprenant encore, on relève la formation d'espaces indépendants échappant totalement à l'autorité des rebelles ou de l'État. Au cours du conflit, ces îlots d'ordres sociaux et, souvent, politiques alternatifs ont existé dans des zones aussi bien urbaines que rurales, et un certain nombre d'entre eux continuent d'exister. Ces enclaves sont souvent invisibles, soit au sens littéral du terme, lorsqu'elles sont situées dans une région coupée par des barrières naturelles, soit au sens social ou culturel. Dans le dernier cas, les forces rebelles ne les ont pas perçues comme des zones indépendantes, mais elles ont néanmoins respecté leur volonté de ne voir aucun soldat armé y pénétrer. L'existence même de ces enclaves de paix soulève une question importante : comment se fait-il que les forces rebelles aient respecté ces zones, ces quartiers et ces villages, parfois grands, en dépit de leur supériorité militaire ?

Leur attractivité est moins surprenante, car elles ont offert de véritables portes de sortie, des espaces dans lesquels les populations n'étaient gouvernées ni par les rebelles ni, plus tard, par les autorités étatiques après leur redéploiement⁵. En Afrique, il y a une longue histoire d'esquive de la domination, même si, pour certains historiens, cette façon de répondre à la pression exercée par la domination d'une autorité centrale, très courante à l'époque précoloniale, a pris fin lorsque l'État colonial a imposé son pouvoir – une grande transformation qui façonnerait aujourd'hui encore l'État sur le continent. Au cœur de cette vision, on trouve l'idée selon laquelle les États coloniaux et postcoloniaux se sont construits sur le principe de base de l'État westphalien comme entité territoriale⁶. Si les gens ordinaires ont pu fuir et s'établir dans des régions qui n'étaient pas contrôlées par des pouvoirs politiques précoloniaux ou des empires, il semblerait donc que ces opportunités aient été anéanties avec l'instauration des régimes coloniaux européens⁷. Mes recherches suggèrent que de telles possibilités de se soustraire à l'autorité existent encore, même après la restauration de l'administration centrale

5. Voir A. Hirschman, *Exit, Voice and Loyalty*, Cambridge, Harvard University Press, 1970.

6. C. Young, *The African Colonial State in Comparative Perspective*, New Haven, Yale University Press, 1994, p. 26-27 et suivantes. De même, Mamdani attribue des pouvoirs supérieurs à l'État colonial, mais les met en rapport avec les constructions coloniales de l'ethnicité et de la culture. M. Mamdani, *Citizen and Subject*, Princeton, Princeton University Press, 1996.

7. C. Young, *The African Colonial State...*, *op. cit.*, p. 73-76 ; pour une critique, voir J. Herbst, *States and Power in Africa*, Princeton, Princeton University Press, 2000, p. 38-40, 88-89.

en Côte d'Ivoire en 2011-2012. Mais elles prennent des formes nouvelles et différentes

Ces enclaves de paix interrogent les lectures conventionnelles des principales forces à l'œuvre dans la crise ivoirienne. Elles témoignent d'une dimension négligée de l'articulation⁸ politique, une dimension que nombre d'acteurs n'ont pas perçue. Tout en me basant sur la littérature existante mais en m'écartant des principaux éléments qui la sous-tendent, je montre que la crise ivoirienne est avant tout une crise de l'articulation politique entre hommes politiques nationaux et élites (militaires et dirigeants rebelles inclus) d'une part, et gens ordinaires d'autre part. Si les premiers se sont lancés dans une lutte politique intense qui a attiré l'attention internationale, ils ont considéré comme quantité négligeable les gens ordinaires qui ne pouvaient ou ne voulaient pas exprimer leurs intérêts en recourant au même idiome qu'eux, tout en se targuant de leur soutien pour asseoir leur légitimité politique. Cette formation discursive a ouvert un espace dans lequel ont pu s'exprimer les projets de certaines élites et des politiques populistes spécifiques, mais elle a aussi servi de paravent derrière lequel d'autres types d'articulation ont pu exister. Sortir de cette lutte et s'en tenir à l'écart a constitué une forme d'articulation politique « cachée », qui a pris de l'ampleur à mesure que la crise s'installait dans la durée. À l'inverse des lectures les plus répandues⁹, je postule que le durcissement des identités ethniques et sociales est le produit de cette crise de l'articulation politique plus qu'il n'en est la cause.

PRÉPARER LE TERRAIN

Les enclaves d'ordres sociaux et politiques alternatifs doivent être étudiées à partir d'une perspective locale et par le bas. Dans le cas de la Côte d'Ivoire, au lieu de nous concentrer sur le jeu politique qui se déroule sur la scène nationale et sur ses principaux protagonistes, il faut observer la manière dont les populations ordinaires se positionnent par rapport au contexte social et politique engendré par la rébellion et les nouvelles politiques mises en œuvre par les deux parties en conflit. De même, une perspective sur le temps long semble particulièrement pertinente pour analyser ce genre de phénomènes¹⁰.

8. J'utilise le concept d'articulation dans le sens post-marxiste, voir E. Laclau et C. Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategy*, Londres, Verso, 2001, p. 105-114, J. D. Slack, « The Theory and Method of Articulation in Cultural Studies », in D. Morley et K.-H. Chen (dir), *Stuart Hall: Critical Dialogues in Cultural Studies*, Londres, Routledge, 1996, p. 112-127.

9. Voir M. McGovern, *Making War in Côte d'Ivoire*, Chicago, University of Chicago Press, 2011.

10. Je mène des recherches ethnographiques de terrain dans le Nord de la Côte d'Ivoire depuis

La formation de ces espaces peut s'étaler sur de nombreuses années, même si, dans certains cas, elle a été directement générée par la rébellion et les nouveaux arrangements de gouvernance que le conflit aura entraînés. Nous en distinguons deux principaux types : d'abord, les processus durables qui ont souvent émergé très progressivement et ne sont devenus visibles que rétrospectivement, des années plus tard ; ensuite, les solutions de court terme mises en place pour remédier à des situations problématiques lors des pires années de la guerre civile, entre 1999 et 2011. Cet article s'intéressera aux premiers processus, qui se sont déployés sur de nombreuses années, parfois des décennies, et en particulier à ceux observés dans des zones rurales. À l'inverse, la formation d'enclaves de paix dans les espaces urbains a été davantage une solution *ad hoc* pour résoudre des problèmes immédiats¹¹.

La formation sur le long terme de ces îlots d'ordre social alternatif est liée aux transformations sociétales et politiques du début des années 1990. Pour de nombreuses personnes ordinaires, les dernières années de l'ancien régime – la présidence de Félix Houphouët-Boigny – ont été caractérisées par des crises économiques à répétition et une insécurité rampante, qui a notamment entraîné des débats houleux, tant dans les communautés rurales que dans les agglomérations urbaines. Dans les villages, presque tout le monde s'est plaint d'attaques trop nombreuses sur les routes, visant notamment les paysans les plus pauvres et les tout petits commerces ruraux. Les personnes agressées ont souvent tout perdu, parfois même la vie. En ville, la criminalité est devenue un sujet de discussions quotidiennes, et la police ainsi que la gendarmerie ont fréquemment été soupçonnées de coopérer avec des groupes criminels. Leur corruption était connue de tous. Djibril Koné¹², un conducteur de *badjan*¹³, s'en offusque : « On t'attaque sur la route. Tu n'as plus rien. Ils t'ont volé tout, même le dernier jeton de 5 francs. Et les policiers font quoi ? Ils te disent de donner "prix de carburant" ! C'est encore un voleur ou quoi ? ».

1979. La recherche qui a donné lieu à cet article a été conduite entre 2002 et 2017, principalement dans la région de Poro. Les villages que nous avons étudiés se situent à l'ouest et au sud-ouest du chef-lieu régional de Korhogo. Les territoires dans lesquels de nouveaux hameaux ont été construits s'étendent loin à l'intérieur de l'ancien département de Boundiali. La recherche s'appuie sur une participation à la vie quotidienne, et sur des conversations et des entretiens menés entre janvier 2007 et janvier 2017. Nous avons également eu des conversations téléphoniques à partir du mois de septembre 2005.

11. On peut lire l'analyse d'un cas de formation rapide d'une enclave de paix dans une zone urbaine dans T. Förster, « Statehood and Segmentary Governance », in A. Spanakos et F. Panizza (dir.), *Conceptualising Comparative Politics*, Londres, Routledge, 2016, p. 169-191.

12. Tous les noms ont été modifiés. Pour conserver le contexte ethnique des acteurs étudiés, nous avons remplacé leurs noms par des noms du même dialecte. Conversation, janvier 1994. Koné, environ 40 ans, était originaire d'une famille mixte dioula et sénoufo, mais s'identifiait plus aux Dioula.

13. Terme dioula signifiant littéralement « gros mouton », un minibus Renault de 22 places.

À cette période, pour la plupart des personnes ordinaires, le mot « crise » amalgame incertitude et insécurité¹⁴ : incertitude, car on pouvait de moins en moins se fier aux modèles existants ; insécurité, car de nombreux groupes criminels contrôlaient plusieurs quartiers des villes et les grandes routes nationales, du moins la nuit.

Au début des années 1990, le terme français « crise » est intégré à un registre discursif tournant autour des difficultés économiques causées par la chute des prix des matières premières, en particulier celle du cacao en 1990. Comme les médias étaient contrôlés par l'État jusqu'en 1991¹⁵, ils ont essentiellement reproduit le discours officiel et gouvernemental en remplaçant la crise dans ce contexte international. De telles énonciations ont toutefois été contrebalancées par radio-trottoir, à savoir les rumeurs du quotidien, de la rue. Pour une bonne part de la population ordinaire, la crise représentait un échec du gouvernement et des élites au sens large, incarnées par des dirigeants n'ayant pas su répondre aux attentes de leurs clients. Chacun voulait une part du gâteau national, ce qui a pu s'exprimer dans des termes très simples : « Nous, on veut aussi bouffer une fois¹⁶ ». Les réseaux ankylosés de l'ancien régime ont ainsi été l'objet de critiques acerbes.

Dès lors que l'État et ses institutions se sont montrés réticents à assurer la sécurité ou incapables de le faire, de nombreux villages se sont organisés de manière autonome. Lorsqu'il ne fut plus possible d'ignorer la négligence avec laquelle les zones rurales étaient traitées, de jeunes hommes se sont mis à contrôler l'accès à leurs villages. Des barrages ont été érigés sur toutes les grandes routes qui mènent aux villes et villages et, la nuit, des groupes de jeunes se sont mis à surveiller avec attention toute personne s'en approchant ou demandant à pouvoir les franchir. Même les villes plus importantes, comme les sous-préfectures, ont été protégées par des barrages et une surveillance nocturne. En plus des barricades, des tournées d'inspection ont été mises en place autour des villes et villages, parfois sur des sentiers pédestres taillés à cet effet dans la brousse épaisse. Certaines de ces localités ont imposé des couvre-feux afin que personne ne se trouve dans les rues après que les hommes aient sonné le signal en frappant sur les jantes des pneus d'un vieux camion. Au départ, rares étaient les personnes qui portaient une arme. Au bout de quelques années à peine, la plupart d'entre eux ont été équipés

14. T. Förster, « "On ne sait plus qui est qui". Öffentlichkeit zwischen Dorf, Stadt und Staat », *Paideuma*, vol. 48, 2002, p. 101-123 ; T. Förster, « Maintenant, on sait qui est qui ! : Re-configurations of an African Society after Conflict », *Development and Change*, vol. 41, n° 4, 2010, p. 699-722.

15. Loi Côte d'Ivoire n° 91-1033, 31 décembre 1991.

16. Adama Diarrassouba, diplômée du secondaire, sans emploi, 25 ans environ, conversation, août 1996.

de fusils de production artisanale, puis rapidement d'armes à feu modernes dont des AK-47 et des Uzis israéliens ou sud-africains.

Lorsqu'elles ont émergé, ces associations n'étaient que faiblement organisées, mais cela a changé lorsque les veilles nocturnes sont devenues plus régulières. Dans la mesure où ces hommes travaillaient également dans les champs la journée et avaient besoin de se reposer, un système de rotation a été mis en place pour les gardes nocturnes. Dans les petits villages, deux groupes se relayaient, tandis que, dans les plus grandes agglomérations, il pouvait y en avoir trois, voire quatre. Le système des milices d'autodéfense était assez instable dans les premières années et jusqu'à 1993 environ. Au Nord, plusieurs formes d'auto-organisations sont apparues, mais nombre d'entre elles n'ont pas perduré. En règle générale, les jeunes coopéraient avec les anciens qui, loin d'exercer une autorité sur eux, leur offraient avant tout un soutien moral et parfois rituel.

Plus l'insécurité persistait, plus l'organisation des groupes d'autodéfense devait être stricte. La composition des groupes devant assurer la garde devait être décidée à l'avance et une formation militaire était également devenue nécessaire. Du point de vue de leur structure interne, il existait des modèles dans les zones centrales du nord de la Côte d'Ivoire que l'on pouvait aisément adapter à la nouvelle situation. D'un côté, il y avait les classes d'âge associées au *poro*, les sociétés villageoises des Sénoufo. Ils auraient pu servir de prototype et, dans certaines localités, les nouveaux groupes d'autodéfense s'en sont inspirés. Mais une association généraliste de jeunes villageois serait incapable de respecter les nombreux rites que requiert le *poro* en tant que société « secrète », en particulier le cycle d'initiation et de formation de six ans, ainsi que les lourdes charges économiques qui devaient être supportées par l'ensemble des membres en tant que corporation.

De l'autre côté, de nombreux habitants connaissaient les *dozos*, les « chasseurs », ou les *dozotons*, les « associations de chasseurs » d'origine mandingue¹⁷. La décennie 1980 a été une période difficile pour l'association des *dozos*. Ils avaient pour ainsi dire presque disparu dans de nombreuses régions, et il ne restait de cette tradition que quelques anciens ne chassant plus. Mais, en tant qu'organisation, ils permettaient une bien plus grande flexibilité que le *poro* et ses classes d'âge très strictement définies. Par ailleurs, l'initiation au *dozoton* était courte en comparaison des six années requises pour le *poro* et l'apprentissage des qualités de chasseur ne dépendait pas de l'avancement de tout un groupe. Il s'appuyait sur une relation maître-apprenti qui pouvait aisément s'adapter à des circonstances imprévues. Enfin, les chasseurs

17. Sur l'organisation interne des *dozotons* et leur interaction avec l'État, voir J. Hellweg, *Hunting the Ethical State*, Chicago, Chicago University Press, 2011.

savaient se servir d'armes, tandis que les membres du *poro* n'utilisaient que des répliques en bois depuis l'installation de l'administration coloniale il y a près d'un siècle.

Sans surprise, c'est auprès d'un *dozoton* que de nombreux jeunes hommes ont cherché à s'initier. En plus de raisons pratiques et de la maîtrise des armes à feu que l'association offrait, cette dernière garantissait une protection contre les dangers invisibles que les veilles nocturnes recelaient. Les chasseurs se protégeaient avec des substances magiques contre toutes sortes d'attaques, y compris celles des balles. De fait, le nombre de membres de *dozos* a été en rapide augmentation. Du milieu des années 1990 jusqu'à la révolte de 2002, les *dozos* étaient souvent les forces de l'ordre dominantes dans plusieurs zones du Nord du pays. Il y avait toutefois de grandes disparités et, comme de nombreuses personnes ont pu l'évoquer à l'époque, «*dozo* n'est pas *dozo*». À côté des «vrais» *dozos* qui avaient suivi un apprentissage intensif et qui connaissaient les secrets de la vie sauvage, de nombreux hommes n'avaient reçu qu'une instruction sommaire. Souvent, ils ne s'intéressaient pas au monde sauvage ou à la chasse, et ne cherchaient pas à en savoir davantage. Ils percevaient le *dozoya* («les choses que font les chasseurs») comme une occasion d'améliorer leurs compétences en matière d'autodéfense. Cette évolution a transformé les *dozos* en acteurs politiques concurrents de la police et de la gendarmerie, allant même jusqu'à les remplacer dans certaines bourgades rurales. Dans le Sud du pays, une zone dans laquelle les *dozotons* étaient, lorsqu'ils existaient, une institution petite et marginale jusqu'aux années 1990, des groupes ont été fondés ou élargis afin d'améliorer la sécurité. Les migrants et les colons venant des régions du Nord ont joué un rôle charnière dans ce processus.

Acteurs politiques habiles, ils ont souvent fait savoir qu'ils coopéraient avec l'armée étatique dès qu'on leur demandait d'empêcher ou de punir des crimes, mais, de fait, ils ont toujours revendiqué leur indépendance et ont toujours dit qu'ils étaient les seuls à agir au nom de la population. Au cours de la seconde moitié des années 1990, les habitants de nombreux villes et villages de zones rurales dépendaient entièrement des *dozos* et n'attendaient rien de la part de forces de sécurité gouvernementales qu'elles auraient eues à payer pour un service qu'elles n'auraient pas pu ou pas voulu assurer. Toutefois, dans le registre discursif au niveau national, cette compétition entre l'État et les fournisseurs de sécurité non étatiques a été comprise comme une remise en question du monopole étatique de la violence, qui avait en réalité cessé d'exister dès la fin du régime Bédié. Au niveau local, quelques sous-préfets ont préféré coopérer avec les associations de chasseurs, même si la plupart sont restés méfiants par rapport à leur force croissante. Les *dozos*

ont en effet transformé nombre de petites villes et de régions isolées en espaces de plus en plus auto-organisés, à défaut d'être autosuffisants.

SE SOUSTRAIRE À L'AUTORITÉ

La gouvernance rebelle au nord de la Côte d'Ivoire a représenté une continuité fragmentaire avec une forme de domination étatique, d'une part, et une quête de nouveaux arrangements pérennes entre différents acteurs en compétition pour la gouvernance des populations de l'autre. Certains accords ont été brefs, en particulier au cours des premières années. D'autres ont duré jusqu'à la disparition progressive de la gouvernance rebelle après la fin de la guerre civile en 2011. La révolte n'avait en réalité jamais produit de coupure complète avec le passé et la gouvernance étatique, que ce soit au début ou vers la fin de la rébellion. Certes, certaines pratiques administratives de l'ancienne administration étatique ont été interrompues volontairement, mais la gouvernance rebelle était, la plupart du temps, un mélange d'éléments anciens et nouveaux.

Les premières années sous domination rebelle correspondent sans doute à un temps d'expérimentation. Les arrangements et les solutions aux problèmes sociaux diffèrent beaucoup d'un endroit à un autre, et certains accords qui ont pu fonctionner dans une ville ont été un échec dans une autre. Il a pu y avoir des tentatives visant à assurer certains services publics de base, mais cela n'a pas toujours fonctionné. La délivrance de certificats de naissance, par exemple, dépendait surtout de fonctionnaires qui ont souhaité continuer à assurer cette tâche, pour leurs municipalités ou l'équivalent local, parfois sans toucher de salaire. Certains s'occupaient en priorité de leurs amis et de leurs connaissances, d'autres fermaient le bureau sans préavis, laissant les visiteurs à leur sort. Il n'est dès lors pas étonnant que toutes sortes de papiers d'identité « semi-officiels » aient été créés à cette époque. Les services publics furent dès lors rendus d'une manière encore plus aléatoire et fragmentaire qu'ils ne l'avaient été auparavant, sous l'administration habituelle de l'État.

La question de la sécurité est un cas à part. Dès le début de la rébellion en septembre 2002, les insurgés ont pris conscience qu'ils perdraient une grande partie de leur légitimité s'ils se montraient incapables d'offrir une meilleure sécurité à la population en général, et pas uniquement à un groupe très restreint et privilégié comme sous l'ancien régime¹⁸. Encore une

18. Sur la gouvernance rebelle comme concept et outil d'analyse, voir Z. Mampilly, *Rebel Rulers. Insurgent Governance and Civilian Life During War*, Ithaca, Cornell University Press, 2011; A. Arjona, N. Kasfir et Z. Mampilly (dir.), *Rebel Governance in Civil War*, New York, Cambridge University Press, 2015.

fois, les arrangements ont été adaptés aux contextes locaux. Dans la ville de Korhogo, les rebelles ont cédé le maintien de l'ordre et de la sécurité du centre-ville à l'association *dozo*, tandis qu'ils ont gardé le contrôle des routes menant à l'agglomération. Dans d'autres villes, ils sont restés aux commandes, parfois avec l'aide d'autres acteurs, comme les fameux *dozos*, parfois en prenant leurs distances avec les autres groupes d'autodéfense.

Dans tous les cas, il a fallu du temps pour parvenir à de tels accords et pour qu'ils soient finalement approuvés. Puisque la rébellion avait été envisagée comme une action soudaine permettant de mettre fin au pouvoir du régime Gbagbo, mais qu'elle n'arriva bien sûr pas à ses fins, les insurgés n'avaient pas réfléchi à des mesures préventives qui auraient permis de mettre en place une gouvernance sur le moyen ou le long terme dans les zones passées sous leur contrôle. Ils manquaient de personnel qualifié et, comme de nombreux fonctionnaires originaires du Sud avaient fui, les rebelles ont dû mettre en place des institutions à partir de rien, ou presque. On a ainsi conservé certaines pratiques administratives anciennes, puisque certains fonctionnaires n'avaient pas quitté la zone, tout comme nombre d'autres acteurs prêts à s'engager dans ce qui devait passer d'une insurrection militaire à un mouvement social et politique luttant contre les politiques ethno-nationalistes du président en fonction, Laurent Gbagbo.

Au cours des premières années du conflit, il a été aisé pour les forces rebelles de recruter des soldats et d'autres catégories de volontaires souhaitant contribuer au développement du mouvement. La rébellion était très populaire auprès des personnes qui s'étaient vues refuser une citoyenneté pleine et entière sous les présidences de Bédié et de Gbagbo. À l'époque, la plupart des familles nombreuses veillaient à ce qu'un de leurs jeunes rejoigne leurs rangs. Nombreux sont ceux qui ont vu de tels « sacrifices » comme une affaire d'honneur tant que le régime Gbagbo n'était pas proche de la fin. À un moment donné, le soutien a été tellement large que les rebelles étaient reconnus comme les représentants légitimes de toute la population du Nord du pays. « Nous avons applaudi », a déclaré un grossiste en bois en 2007, « pour une fois, on ne nous prenait pas pour des bêtes mal éduquées¹⁹ ».

Toutefois, plus l'insurrection durait, plus elle devait développer ses propres dispositifs de gouvernance, et plus elle devait faire face aux difficultés quotidiennes d'une administration civile. Elle avait besoin d'un soutien massif et de partenaires qualifiés – pas uniquement de jeunes volontaires. Dès lors, il devint essentiel pour la rébellion d'établir une communication respectueuse avec les personnes représentant les différents groupes sociaux au niveau local afin de pouvoir collecter les taxes et les tributs « correctement ». Ces cotisations

19. Grossiste en bois, environ 45 ans, conversation personnelle, Korhogo, 2 février 2009.

étaient souvent déclarées comme des « donations », mais elles étaient de fait plus ou moins obligatoires et leur collecte devait se faire par le biais de personnes connaissant bien le contexte local. Dans certaines villes, cet échange avec des partenaires potentiels et avec la population locale s'est institutionnalisé. À Korhogo par exemple, les rebelles organisaient des rencontres régulières avec des représentants des principaux groupes de la ville. Ils se sont également servis d'institutions plus anciennes, comme les griots, ces poètes qui ont été cooptés pour leur servir de porte-parole²⁰. De la même manière, les insurgés ont régulièrement discuté et échangé des points de vue avec les chefs des quartiers (péri)urbains.

Dans les zones rurales, ils se sont déplacés de ville en ville, se présentant comme « les fils de la terre » combattant pour « la cause commune de tous les nordistes ». Ces visites, moins régulières, dépendaient de la nécessité ou pas de mieux contrôler certaines agglomérations, selon les options stratégiques retenues par les dirigeants des insurgés. Les différents comzones, ces chefs rebelles qui détenaient le pouvoir sur une zone administrative, ne constituaient pas un groupe homogène. La réputation de Fofié Kouakou Martin par exemple, comzone de Korhogo, était celle d'« un homme rigoureux », tandis que Gaoussou Koné, alias Jah Gao, comzone de Boundiali, était perçu comme un homme plus conciliant avec les villages sur lesquels porte cet article. Reste que les villageois ne se préoccupaient pas vraiment des structures internes et de la hiérarchie du mouvement rebelle. Ils traitaient avec la personne qui venait les voir.

Les rencontres avec les communautés locales ont varié dans leur forme, en fonction des interlocuteurs et de la manière dont ils articulaient leurs intérêts. Au début, les rebelles demandaient à rencontrer le chef du village ou les représentants des différents groupes s'il s'agissait d'une ville d'une certaine taille. Les deux parties se rencontraient comme deux délégations discutant de la manière dont le village contribuerait à la « cause commune ». Le chef du village rappelait alors le nombre de jeunes hommes partis se battre aux côtés des rebelles et les nombreuses contributions de la communauté à l'insurrection, comme des dons alimentaires.

Les rebelles et leurs délégations n'eurent pas toujours gain de cause. Le langage utilisé par les paysans était proche de celui qu'ils employaient pour échapper aux impôts de l'État : « Nous sommes là. On n'a rien, mais le peu que nous avons, on va donner²¹ ». Des déclarations nébuleuses de ce type, souvent faites en dioula ou en senari (rarement en français), témoignent du

20. T. Förster, « Dialogue Direct: Rebel Governance and Civil Order in Northern Côte d'Ivoire », in A. Arjona et al. (dir.), *Rebel Governance...*, op. cit., p. 203-225.

21. De telles phrases et énonciations sont très répandues dans de tels contextes. Ils l'étaient également à l'occasion des rencontres avec des agents de développement.

fait que l'agriculteur pauvre ne souhaitait rien donner. Il s'agissait, en somme, d'une manière polie de refuser. L'installation d'un barrage routier, grâce auquel les soldats rebelles contrôlaient les véhicules et les étrangers qui s'approchaient du village, revenait souvent dans les discussions. Ces barrages avaient une double fonction : d'un côté, ils visaient à sécuriser la domination des rebelles dans les campagnes et, de l'autre, ils pouvaient représenter une source de revenus potentiels pour les jeunes soldats. Mais d'abord, ils constituaient une réelle entrave au commerce ou à la libre circulation des personnes – prolongeant également la culture honnie de la prédation instaurée par d'anciens policiers et gendarmes sur les routes.

Les villages qui n'étaient pas situés dans une zone fortement touchée par la criminalité ne souhaitaient pas en règle générale la mise en place de ces barrages routiers. Plusieurs chefs de village et leurs délégations se souviennent de la manière dont ils discutaient de tels sujets avec les rebelles entre 2007 et 2010. Les témoignages de quatre anciens d'une agglomération relativement grande (environ 2 500 habitants, à 80 km de Korhogo) sont assez révélateurs²². Tous se souviennent bien de la rencontre. « Ils sont arrivés en pick-up. Ils étaient trois et portaient des armes sous leurs vestes, mais ils ne les ont pas montrées. Ils ont convoqué une réunion dans la cour du chef. Nous y sommes tous allés, mais le chef était en retard », raconte Brahima, un vieil homme musulman. « Nous avons envoyé quelqu'un à sa recherche. Lorsqu'il est enfin arrivé, les rebelles avaient déjà commencé à parler²³ ». Quand la délégation de rebelles eut terminé d'expliquer ses plans d'installation de barrage à l'entrée de la ville, les habitants semblaient irrités mais, au lieu de réagir immédiatement, ils donnaient l'impression d'attendre que quelqu'un prenne la parole.

Tèna, un fermier de plus de 60 ans, qui était à l'époque le *jamanatigi*²⁴ du canton, nous a expliqué plus tard qu'ils ne savaient pas quoi dire. Leurs avis sur la rébellion divergeaient, et en particulier sur les quelques jeunes hommes partis du village pour rejoindre la lutte. « Il n'y avait personne pour parler pour nous. Alors l'un ou l'autre a dit quelque chose, mais on ne parlait pas d'une seule voix », a ajouté Tèna, « et puis, quand quelqu'un disait quelque chose, quelqu'un d'autre disait le contraire ». L'image qu'ils ont donnée est celle d'un désaccord interne, sans pour autant que cela soit volontaire.

22. Les quatre anciens étaient : le chef du village, les chefs de deux quartiers et un ancien de la communauté dioula. Conversations du 23 janvier 2008 et du 19 janvier 2009.

23. Notre interlocuteur utilise le terme *senari syere*, qui renvoie à un acte de langage sérieux et parfois cérémonieux. Débuter un tel discours sans avoir attendu l'arrivée du chef est généralement considéré comme une offense.

24. Terme dioula qui signifie littéralement « propriétaire de la terre ». L'administration coloniale française en a fait un « chef de canton », la position intermédiaire la plus basse du service public.

Au bout d'un moment, la rencontre s'est achevée dans le désordre et la confusion, et un des anciens a conclu en déclarant : « Bon, nous sommes trop désorganisés, trop divisés et en désaccord pour pouvoir accueillir un barrage routier ici. Vous devriez partir ». Le fils de Tèna ajoute, avec le sourire : « Ils sont partis, mais ils sont revenus un mois plus tard, en vain. On leur a dit de nouveau que le village était ingérable, qu'ils feraient mieux de s'en tenir à l'écart ou qu'ils risqueraient de ne pas supporter les disputes internes rapidement ». Cela les a finalement convaincus de ne pas insister pour le barrage routier pour éviter d'être impliqués dans des querelles internes. Le village n'a finalement jamais eu à en accueillir un et n'a pas non plus eu d'instance de gouvernance rebelle, et ce jusqu'à la fin du conflit armé en 2011.

D'autres villages ont rejoint le mouvement. Le chef d'une bourgade de plus petite taille, à une vingtaine de kilomètres de là, a réagi d'une manière similaire, lorsqu'il lui a été demandé d'accueillir un barrage routier : « Oui, on sait. C'est mieux d'avoir un barrage, mais ici, il n'y a rien. Nous avons les *dozos*. C'est bon. Ils sont là, ils font leur travail comme ils l'ont toujours fait²⁵ ». Si cela ne suffisait pas, des délégations du village avaient d'autres manières d'exprimer leur refus d'accueillir les rebelles et leurs barrages : ne pas se présenter aux réunions, ne rien dire, ou encore faire des promesses sans fondement.

En fin de compte, plusieurs agglomérations – pouvant couvrir des aires considérables – se sont dégagées de tout problème que des interactions avec les rebelles auraient pu entraîner. Même si des jeunes hommes de pratiquement chaque village ont rejoint les forces rebelles, les villages sont par ailleurs parvenus à rester des espaces sociaux indépendants et des enclaves de paix au sein de la zone dominée par les forces rebelles²⁶. Il serait facile de décrire cela comme une action fondée sur une volonté collective, et finalement comme un acte de résistance dans le sens que James Scott donne à ce terme²⁷. Toutefois, de telles interprétations tendent à proposer une lecture romantique de ces communautés qui se sont opposées à la guerre²⁸ et à réduire les complexités de la formation d'une intentionnalité collective à un objectif téléologique qu'il est facile de déterminer rétrospectivement, mais bien plus difficilement sur le moment.

25. Entretien avec un chef de village, environ 55 ans, 28 janvier 2008.

26. Des zones non-violentes ont également existé dans certaines villes contrôlées par l'armée régulière. Voir J. Allouche et P. A. Zadi Zadi, « The Dynamics of Restraint in Côte d'Ivoire », *IDS Bulletin*, vol. 44, n° 1, 2013, p. 72-86.

27. J. C. Scott, *Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance*, New Haven, Yale University Press, 1985; J. C. Scott, *The Art of Not Being Governed*, New Haven, Yale University Press, 2009.

28. Voir les avertissements de M. B. Anderson et M. Wallace, *Opting Out of War*, Boulder, Lynne Rienner, 2013, p. 171-176.

Comme peut le montrer ce rapide portrait ethnographique, il n'est pas toujours évident de savoir si les acteurs poursuivent consciemment un plan ou non. Ne pas connaître ses propres objectifs collectifs peut représenter un avantage considérable dans ce type de situation discursive : il n'est pas nécessaire de cacher un programme secret. Reste que, si les villageois n'avaient pas de plan au départ, ils ont pu se rendre compte, au travers de leurs expériences, que ne pas prendre part à la guerre civile et aux contraintes liées à la domination rebelle n'était pas nécessairement une mauvaise chose. Lorsque les insurgés se sont présentés une deuxième fois, les villageois se sont servis de leurs désaccords comme d'un argument : « Vous ne devriez pas vous mêler à nos chamailleries. Cela vous coûterait vos nerfs, et votre argent²⁹ », a déclaré l'un des quatre anciens, se souvenant de cet événement avec une mine réjouie. Selon lui, les rebelles n'ont pas réagi immédiatement à ces déclarations, mais ils se sont montrés de moins en moins enclins à s'engager dans une situation qu'ils auraient eu du mal à cerner du fait de la longue durée des clivages propres au village.

LA PAIX AU QUOTIDIEN

Rester à l'écart de la rébellion n'a pas été un acte isolé. Plus celle-ci s'est installée dans le temps, plus les petits paysans se sont mis en quête de lieux et d'espaces où ils pourraient vivre et travailler comme ils le souhaitent. En plus des villages devenus des enclaves de paix, ils ont ainsi été de plus en plus nombreux à s'établir dans de nouveaux lieux situés dans des régions très peu densément peuplées. Ces zones ne présentaient en général que peu d'intérêt pour les rebelles et n'étaient donc pas la cible de leurs efforts de mise en place de dispositifs de gouvernement pérennes³⁰. Ces implantations étaient parfois isolées par des barrières naturelles, telles que des fleuves ou des forêts à la végétation dense. Dans d'autres cas, elles étaient simplement trop éloignées des grands axes traversant la savane.

L'installation dans des territoires inoccupés, aux terres pourtant fertiles, pour y fonder de nouveaux villages est une stratégie vieille de plusieurs siècles dans le Nord de la Côte d'Ivoire. De nombreux villages sénoufo et mandingue ont en effet été créés comme des « extensions » de hameaux plus anciens. Parfois, ils sont nés d'abris construits dans des champs isolés. Parfois, les

29. Chef d'un quartier, déjà cité.

30. Comme tout mouvement rebelle, les Forces nouvelles du nord de la Côte d'Ivoire ont cherché à installer des institutions de gouvernance fortes qui garantiraient leur domination dans la zone. Voir N. Kasfir, « Rebel Governance: Constructing a Field of Inquiry », in A. Arjona *et al.* (dir.), *Rebel Governance...*, *op. cit.*, p. 21-46.

paysans ont activement recherché un endroit meilleur pour s'y établir, loin de leurs villages d'origine. Les migrations massives du Sénoufoland central vers la région de Dianra dans les années 1980-1990 ont été motivées par une quête de terres plus fertiles. Mais, au cours des deux premières décennies du XXI^e siècle, il y avait d'autres raisons de changer de lieu. Les nouvelles colonies présentaient peu ou pas d'intérêt environnemental par rapport aux régions d'origine; elles étaient principalement localisées dans le même paysage de savane que les villages de départ, mais elles étaient souvent hors d'atteinte pour toute personne qui ne serait pas habituée à l'environnement et à ses obstacles.

Les infrastructures ivoiriennes ont toujours été plutôt inégales et ces nouveaux villages sont souvent difficiles d'accès. Le plus souvent, on y parvient en empruntant des chemins pédestres dont la taille diminue à mesure que l'on avance dans la forêt. Comme leurs habitants viennent de villages plus anciens et bien établis, ils connaissent bien les chemins qui mènent à ces régions sauvages. Ils construisent souvent des ponts en bois au-dessus des cours d'eau et défrichent le taillis dense. Lorsqu'on quitte un village ancien, on doit savoir quel chemin emprunter pour atteindre la nouvelle et toute petite colonie que l'on cherche à rejoindre, si l'on ne veut pas prendre le risque de se perdre rapidement dans l'un des nombreux sentiers qui mènent à des champs à l'écart. De plus, les clairières dans les forêts sont souvent cachées derrière des fourrés ou d'autres arbres de sorte que l'on ne peut se rendre compte de leur existence que lorsqu'on est déjà très près. De fait, souvent, les nouveaux villages se trouvent après des barrières successives, ce qui rend leur découverte quasi impossible pour un étranger sans l'aide d'un guide.

Toutefois, lorsque l'on s'aventure plus profondément dans ce nouveau territoire, cela ressemble à n'importe quel autre espace dans lequel des paysans peuvent être installés, à cette différence près que les terres sauvages entre les villages sont plus nombreuses et plus vastes. Il y a des champs et des potagers permettant une agriculture de subsistance, mais aussi des parcelles plus larges permettant des cultures de rente, comme le coton en particulier. Les plus petites colonies ont des infrastructures très modestes, lorsqu'elles en ont. Il s'agit alors de quelques maisons, de greniers et parfois de quelques panneaux solaires qui alimentent une batterie et une lampe pour le soir. Mais plus le hameau grossit, plus il ressemble aux autres villages, ceux qui sont sous le contrôle de l'État ou des rebelles, sauf qu'en effet on n'y trouve pas leurs institutions respectives. Dans ces hameaux, de petites boutiques commencent à vendre tout le nécessaire pour un foyer, y compris certains biens lourds et des liquides, comme des barils d'huile de cuisson ou de kérosène pour ceux qui ne disposent pas de panneau solaire. De petits marchés s'installent un peu plus tard, généralement au cœur de l'agglomération. Les premiers

bâtiments communaux sont construits lorsqu'il s'avère nécessaire de stocker du coton et d'autres produits périssables comme des oignons. Ces structures sont souvent polyvalentes et peuvent ainsi se transformer en salles de réunion ou en écoles de village. Si ces dernières ne sont pas reconnues par le ministère de l'Éducation et sont d'ailleurs souvent inconnues de lui, elles s'organisent toutefois plus ou moins en suivant les lignes du système éducatif national. Elles ont un ou deux enseignants, généralement bénévoles, laïcs, et qui sortent souvent tout juste du secondaire. Parfois, les enseignants ont un diplôme et viennent du Mali ou du Burkina Faso voisins³¹. On constate que les principales bourgades de ces zones ont copié tous les éléments de la gouvernance étatique, allant même jusqu'à reproduire l'organisation rectiligne des rues que les urbanistes imposent à toutes les agglomérations « désordonnées » de Côte d'Ivoire.

Leur accès difficile n'isole toutefois pas ces hameaux. Les habitants interagissent régulièrement avec leurs villages d'origine et le plus souvent également avec d'autres bourgades de la région. Les chaînes d'interaction s'étendent loin dans ces territoires. Les produits de l'agriculture sont transportés sur des tricycles électriques de fabrication chinoise dans des villages où ils peuvent ensuite être vendus à des grossistes ou à une des entreprises de coton qui s'y trouve. Des camions seraient trop lourds pour les ponts bricolés et trop gros pour les sentiers étroits. Les habitants des nouveaux hameaux les vendent souvent au nom d'une autre personne – généralement de la famille – qui vit dans un des villages « reconnus officiellement ». S'ils ont besoin de services administratifs, ils se servent de leurs relations pour y avoir accès en mentant sur leur lieu de résidence ou en utilisant le nom d'une autre personne, puis en la remerciant ensuite avec un petit cadeau (un poulet ou quelques œufs par exemple). Ils restent donc invisibles aux yeux de l'administration.

Pour un paysan d'âge mûr avec qui nous avons pu converser, « la vie là-bas y est bien ». Il poursuit : « Personne t'embête. Les gendarmes ne dérangent pas, il n'y a pas de douane ni eaux et forêts – rien, rien ! Tu es là, tu travailles comme tu veux. [...] Souvent, il n'y a rien là-bas, mais ça va aller ». Un autre paysan ajoute : « Quand tu vis en ville, la vie est chère. Il te faut payer tout, et on te coupe encore le peu que tu gagnes. Si c'est pas les voleurs, c'est la police ! Tu vas faire quoi si tu n'arrives même pas à donner "prix de popote"³² ?

31. En conformité avec l'idéologie ethno-nationaliste de l'ivoirité, ces écoles ont été surnommées « écoles maliennes ». On considère que l'enseignement dans ces écoles y est « aussi mauvais qu'au Mali ». Voir M. Chelpe-Den Hamer, « How to Certify Learning in a Country Split into Two by a Civil War », *Research in Comparative and International Education*, vol. 2, n° 3, 2007, p. 191-209.

32. En français ivoirien, l'expression désigne l'argent dont une femme a besoin au quotidien pour cuisiner.

Tu cherches ailleurs! ». On peut aisément imaginer que les motifs qui poussent les colons d'aujourd'hui à déménager dans ces enclaves de paix ne sont pas très différents de ceux des hommes et des femmes qui cherchaient de meilleurs lieux de vie à la fin du XIX^e siècle, lorsque le pays souffrait de la politique de la terre brûlée menée par Samory Touré.

En d'autres termes, c'est le coût de la vie, la liberté et la paix qui rendent ces nouveaux villages si attractifs. Ils drainent non seulement les habitants des villages que leurs fondateurs ont quittés pour fuir la guerre, la violence et les ennuis apportés par le gouvernement national – ils attirent également des gens venant de très loin, du Mali ou du Burkina Faso, qui cherchent un lieu leur permettant de vivre. Ces personnes ont certes des origines ethniques et culturelles différentes, mais elles sont intégrées au tissu social tant qu'elles ne violent pas certaines lois fondamentales.

Le mot « paix » est évidemment lourd de sens. Dans la distinction que Johan Galtung fait entre une paix « négative » et une paix « positive » – respectivement l'absence de violence et l'intégration sociale comme prévention active de la violence structurelle et culturelle³³ –, ces territoires et ces hameaux semblent nourrir une forme de paix positive. Inclusifs, ils intègrent les nouveaux arrivants assez rapidement. Mais, comme toute forme dichotomique, la juxtaposition galtunguienne ne saisit pas les complexités du processus qui mène à la formation de tels espaces sociaux. Elle n'aborde pas non plus les nombreuses variétés d'intégration d'une société. Quelque 40 années après Galtung, Oliver Richmond écrit toujours que la paix « a rarement été abordée en détail en tant que concept, car la théorisation de la paix est souvent absente des débats visant à répondre à la guerre ou au conflit³⁴ ». Dès lors que notre article ne vise pas à offrir une théorisation de la paix qui se voudrait générale, nous adoptons ici une approche inductive ramenant la perspective émique au premier plan.

Selon nous, ce que cherchent ces nouveaux habitants, c'est la paix locale, quotidienne³⁵, propre à une société villageoise ordinaire. C'est une pratique sociale et une culture qui reconnaissent l'existence de l'autre, qui encouragent la coopération au travers de valeurs, d'attitudes et de discours plutôt que la confrontation ou l'action stratégique. Résumée en ces termes, il s'agit sans nul doute d'une lecture idéalisée de la vie sociale. De fait, ces îlots de paix – les

33. J. Galtung, « What is Peace Research? », *Journal of Peace Research*, vol. 1, n° 1, 1964, p. 1-4; J. Galtung, *Peace by Peaceful Means*, Londres, Sage, 1996.

34. O. P. Richmond, *The Transformation of Peace*, Basingstoke, Palgrave, 2005, p. 6.

35. Sur le concept de paix quotidienne, voir R. Mac Ginty, « Everyday Peace: Bottom-up and Local Agency in Conflict-Affected Societies », *Security Dialogue*, vol. 45, n° 6, 2014, p. 548-564; R. Mac Ginty et O. P. Richmond, « The Local Turn in Peace Building », *Third World Quarterly*, vol. 34, n° 5, 2013, p. 763-783.

vieux villages qui sont parvenus à garder les forces armées à distance comme les nouvelles agglomérations dans ce que nous avons appelé les nouveaux territoires – nourrissent aussi des conflits internes. Leurs habitants reconnaissent sans hésiter la persistance de désaccords, mais ils sont nombreux à confirmer qu'ils continuent de se parler. Ils disent ainsi de manière assez illustrative, « On se parle » au lieu de « On se regarde », expression souvent propre aux situations où la méfiance s'est installée³⁶. J'ai donc choisi le concept de « paix quotidienne », car ces espaces sont caractérisés par des intentions collectives en faveur d'une vie sociale faite de pratiques qui sont non excluantes pour les étrangers, médiatrices des conflits et, plus largement, accueillantes face à la différence.

Comme Mac Ginty et d'autres ont pu le répéter, une analyse plus approfondie requerrait un travail de terrain renouvelé et plus intense au niveau local³⁷. Deux éléments ressortent toutefois de notre étude de cas : d'abord, nous réfutons l'hypothèse de Young selon laquelle il n'est pas possible de s'exclure de l'État et de sa domination depuis la colonisation³⁸. De toute évidence, les acteurs locaux sont bien plus adroits que ne veulent bien le croire les chercheurs. Ensuite, il serait erroné de présumer que les intentions collectives précèdent la formation de ces enclaves de paix, il semble plutôt qu'elles aient émergé après que des villageois eurent interagi avec ceux qui avaient un intérêt à établir leur domination sur une zone ou une ville en particulier.

Les manuels d'histoire indiquent que la crise politico-militaire en Côte d'Ivoire a pris fin le 11 avril 2011 lorsque le président en fonction Laurent Gbagbo a été arrêté à sa résidence présidentielle d'Abidjan par les forces rebelles et l'armée française. Reste que la fin du régime Gbagbo n'a pas mené à un rétablissement immédiat d'une administration étatique dans la moitié nord du pays. Le service public était erratique et l'est resté pendant un certain temps. La police et la gendarmerie ont été redéployées dans les grandes villes et à des postes-frontière tandis que de larges pans de territoires sont restés sous le contrôle des *dozos* ou d'anciennes forces rebelles, ces dernières étant parfois perçues comme des forces auxiliaires qui seraient rapidement intégrées

36. Sur le rôle de la confiance pendant la rébellion, voir K. Heitz-Tokpa, « The Onset of War as a Novel Experience », *Social Anthropology*, vol. 24, n° 4, 2016, p. 419-432.

37. R. Mac Ginty, « Everyday Peace... », art cité ; O. P. Richmond et A. Mitchell (dir.), *Hybrid Forms of Peace: From Everyday Agency to Post-Liberalism*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2011.

38. C. Young, *The African Colonial State...*, *op. cit.*

à l'armée régulière – ce qui n'a finalement jamais véritablement eu lieu³⁹. Dans certaines régions isolées, les sous-préfets réaffectés ont coopéré plus de deux ans avec les anciens rebelles pour assurer leur position dans des territoires qui leur étaient souvent méconnus⁴⁰.

Les nouveaux gendarmes étaient rarement coutumiers de la région et en particulier des zones dans lesquelles ils devaient servir. On leur a conseillé de ne pas imposer leur présence, et ils ont ainsi entrepris des tournées de présentation auprès des populations locales avant d'installer les barrages routiers habituels. Les villages qui étaient devenus des îlots de paix pendant la période de domination rebelle ont reçu des délégations de gendarmes deux ou trois ans après la fin officielle de la guerre civile. Les anciens se souviennent de cette rencontre avec autant de vivacité que de celles avec les rebelles. « Ils étaient polis », nous a dit un chef de quartier, « et puisque nous savions qu'ils viendraient, nous savions également quoi leur répondre. Nous leur avons dit qu'il n'y avait aucun problème dans le village et qu'ils devaient poursuivre leur route. Nous n'avions pas besoin d'eux ». Un homme un peu plus jeune, d'une quarantaine d'années, a ajouté : « Tu leur as aussi dit qu'ils n'auraient pas besoin de nous – n'oublie pas cette partie de la conversation ! ».

L'échange avec les gendarmes avait pris une forme un peu différente de celle prise dans les discussions avec les rebelles quelques années plus tôt. En parlant à la délégation des insurgés, les villageois s'étaient dévalorisés – un mouvement discursif auquel ne s'attendaient pas leurs interlocuteurs. L'autodescription du village comme un lieu de querelles était non seulement surprenante, mais elle contredisait l'image d'un village intégré et pacifique dont les rebelles se servaient si souvent pour légitimer leur programme politique. Ils se sont retrouvés dans une situation déstabilisante : d'un côté, ils auraient eu à imposer leur volonté par la force et, de l'autre, cela aurait été à l'encontre de la tolérance qu'ils prétendaient avoir vis-à-vis des communautés locales. Dans le discours des rebelles, les « sudistes » leur avaient imposé le conflit et les avaient contraints – eux, les véritables fils de la terre – à prendre les armes contre le régime illégitime de Gbagbo pour défendre les droits de ceux qui souhaitent simplement mener une vie paisible. Ce qui les a finalement maintenus à l'extérieur c'est une articulation inattendue de la différence qui a transformé le village en enclave de paix. On peut parler ici d'un paradoxe, car les déclarations mettant en évidence les conflits et les désaccords internes des villageois les ont en fin de compte protégés d'un

39. L'intégration partielle d'anciens soldats rebelles a nourri les mutineries de 2017. Voir R. Schiel, C. Faulkner et J. Powell, « Mutiny in Côte d'Ivoire », *Africa Spectrum*, vol. 52, n° 2, 2017, p. 103-115.

40. Nous tenons cette information de Tina Virginie Tra qui a mené un travail de terrain entre 2012 et 2015 dans le grand Nord-Ouest du pays.

conflit plus large. Pour que les choses fonctionnent, les porte-parole devaient combiner leurs propres revendications à celles des rebelles qui avaient toujours déclaré qu'ils reconnaîtraient les populations locales pour ce qu'elles étaient « vraiment » – encore une fois, en prétendant être les vrais représentants des personnes ordinaires⁴¹.

Cela a moins bien fonctionné avec les gendarmes qui ont fini par mettre en place un barrage routier quelques kilomètres avant le village, sur la route d'accès, même si cela s'est fait plusieurs années après la fin du conflit et après plusieurs tentatives infructueuses. Comme le barrage n'était pas trop près du village, il a été possible de gérer les plaintes liées à l'autorité arbitraire qu'avaient toujours exercée les gendarmes. Les villageois avaient toutefois exprimé leurs intentions collectives de rester en dehors de l'autorité étatique de manière assez claire. Ils avaient directement annoncé aux gendarmes qu'ils n'en voulaient pas. Lorsqu'il est apparu de plus en plus clairement que ces derniers ne renonceraient pas, les villageois se sont de plus en plus tournés vers les colonies secrètes dans ce que nous avons appelé les territoires nouveaux, soustraits au regard de l'administration. Elles restent des espaces alternatifs d'ordre social.

L'option de départ n'est pas forcément une tentative consciente ni bien pensée pour se débarrasser de l'État, comme on pourrait le penser après avoir lu les travaux de James Scott sur l'Asie du Sud-Est⁴². Il s'agit plutôt d'une opportunité dont les acteurs ont pris conscience à mesure de leurs interactions avec les forces armées, qu'elles soient rebelles ou officielles. De plus, ces nouveaux espaces sociaux n'ont pas été conçus comme des alternatives radicales aux formes d'ordre social plus anciennes et ordinaires, mais plus comme des transformations contingentes de cet ordre. Ces nouvelles formes sont toujours restées liées aux configurations plus anciennes par un ensemble de chaînes d'interactions. En transformant l'ordre social antérieur, ces nouvelles formes d'ordre social alternatif constituent une critique ouverte des faiblesses du régime étatique « normal » que ces nouveaux colons avaient connu pendant des décennies. D'une manière ou d'une autre, ces différences ont toujours été renvoyées aux représentants de l'ordre social « normal » et de l'autorité ■

Till Förster
Université de Bâle

41. Au sens de politiques de reconnaissance, A. Honneth, *Kampf um Anerkennung*, Francfort, Suhrkamp, 1992.

42. J. C. Scott, *The Art of Not Being Governed*, *op. cit.*

*Abstract***Peace in a War Zone. A Long-Term Perspective on the Ivorian Crisis from Below**

Throughout the Ivorian crisis, small and sometimes bigger pockets of everyday peace emerged, persisted and even grew in rural as well as urban spaces. Although facing superior weaponry by military actors, such spaces managed to remain peaceful. Sometimes, these pockets iterated as distinct social spaces into post-crisis Côte d'Ivoire. Their formation and transformation in rural areas in analysed from an emic perspective. Pockets of peace raise important empirical questions: First, why do superior violent actors respect these spaces and the people therein? Second, how do the people that live these spaces sustain non-violent social orders? From a theoretical perspective, the spatial articulation of difference of peace and violence challenges conventional political theories. On the one hand, it questions rational-choice models that would expect superior actors to conquer such pockets of peace. On the other, it raises doubts that political regimes are always based on dissent and resistance.